

BATAILLE AUTOUR DU GROUPE PARLEMENTAIRE DU FLN

Belayat «pulvérisé» ses adversaires

Le bureau politique du Front de libération nationale s'est réuni, hier samedi, avec le groupe parlementaire du parti à l'Assemblée populaire nationale. Cette réunion qui s'est tenue au siège national du parti à Hydra consacre une grande victoire pour le coordinateur national, Abderrahmane Belayat qui triomphe de ses adversaires, tant parmi les députés qu'au sein du BP.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - D'aucuns redoutaient cette rencontre et ce, en raison de l'ambiance électrique qui l'avait précédée. A l'origine, une décision prise par Belayat, début juillet dernier, de procéder au renouvellement des postes de responsabilités aux sein des commissions permanentes de l'APN que dirige le FLN, de la présidence de son groupe parlementaires ainsi que des vice-présidents de l'Assemblée dont il détient le plus grand quota.

Belayat optait en cela pour le mode de la désignation interrompant ainsi une cam-

pagne en coulisses menée par l'ancien président du groupe parlementaire, le député de Batna, Tahar Khaoua et ses principaux soutiens, les députés et hommes d'affaires, Tliba et Djemaï, en prévision d'élections initialement prévues comme mode de désignation aux responsabilités précitées. Des voix sont monnayées dans les couloirs même de l'Assemblée au point où de nombreux députés du parti interpellent le bureau politique pour mettre fin au diktat des forces de l'argent.

La décision de Belayat provoquera alors la furie de l'ancien chef de groupe qui ira jusqu'à prétendre avoir le soutien de Abdelaziz Bouteflika en personne et que, d'ailleurs, «tout rentrera dans l'ordre lorsque Son Excellence rentrera au pays» ! C'était avant le 16 juillet dernier, bien entendu.

Un mois plus tard, et à la veille de la tenue de la rencontre BP-groupe parlementaire, l'ancien président du groupe défiera la direction du parti et lancera un appel au boycott à ses collègues députés. Or, ils seront 125 députés à répondre favorable-



Abderrahmane Belayat.

ment à la convocation du bureau politique sur les 210 que compte le FLN. Ce qui, en soi, constitue un franc désaveu aux «oppo-

sants». Selon une source du parti, pas moins de 75 députés ont tenu à intervenir lors de cette rencontre pour appuyer les décisions de la direction nationale mais aussi «dénoncer les pratiques de la chekara (l'argent ndlr) et les intrus».

Aussi, et à l'issue de cette rencontre, les présents ont tranché en faveur du mode de désignation choisi par le bureau politique et ce, à l'unanimité moins 6 voix, dont celles de Tayeb Louh et de Mohamed Alloui. Ces deux derniers ont été du reste contre les désignations dès le départ.

Les présents ont par ailleurs délégué le bureau politique pour trancher à son niveau : entériner toute la liste proposée par Belayat, une trentaine en tout, ou alors y apporter quelques réaménagements. Mais dans tous les cas, les anciens détenteurs de ces mêmes postes, Tahar Khaoua en tête, perdent de fait toute légitimité.

Désormais, le cap sera mis sur l'essentiel que sont, bien entendu, la réunion du comité central, l'élection d'un nouveau SG et les présidentielles.

K. A.

RND

La longue traversée de la zone de turbulences

A moins de quatre mois du 4^e Congrès national du RND, rien n'indique que ce parti ait définitivement traversé la zone de turbulences, conséquence directe de la crise vécue par ce parti au lendemain du départ d'Ahmed Ouyahia. Les répliques de la crise se font ressentir, désormais, au niveau de plusieurs wilayas.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La démarche jusque-là suivie par le secrétaire général par intérim, Abdelkader Bensalah évitera-t-elle au RND de sombrer dans une crise profonde à quelques mois de son quatrième congrès ? Les situations organiques que traversent des fédérations aussi importantes comme celles d'Alger, de

Béjaïa ou encore de Médéa et d'Annaba attestent du profond malaise.

Hier, les redresseurs au niveau de la capitale se sont réunis lors d'une collation qui a eu lieu à Alger et durant laquelle, ils ont réitéré leur appel pour le changement à la tête de la fédération de la capitale, une fédération qui connaît depuis plusieurs mois une paralysie totale de ses activités, notamment après les législatives de mai dernier.

Il n'en demeure que cette crise qui couve au RND risque d'ébranler toutes ses instances y compris au sein du Conseil national. Des sources internes au parti imputent cette situation à la démarche initiée par le successeur d'Ouyahia à la tête du parti.

Une démarche dont l'objectif principal est de préparer les sept congrès régionaux

prévu à partir de septembre prochain. Cela dit, le chef des redresseurs, l'ancien ministre Yahia Guidoum, qui a réussi à avoir la tête d'Ahmed Ouyahia en janvier dernier, «commence à montrer des signes de colère face au coordinateur national, Abdelkader Bensalah».

Il lui reproche de bloquer les instances du parti, voire de le «saboter». Selon des observateurs, le fait que Guidoum perde ainsi son sang-froid est en tout cas significatif de la tension qui règne dans ce parti où le provisoire dure depuis six mois.

Sur un autre chapitre, les partisans de l'ex-secrétaire général Ahmed Ouyahia, reprochent à Bensalah d'avoir trop cédé face au camp de l'ancien ministre de la Santé, Yahia Guidoum.

Or, ce dernier lui reproche de son côté tout à fait le contraire. Il voit d'un mauvais

œil le maintien des coordinateurs de wilayas, «soupçonnés» et «accusés» à la fois d'être tous inféodés au SG déchu.

Les redresseurs ont été jusqu'à lancer un ultimatum à Abdelkader Bensalah avant de reprendre la protesta et, donc, de faire voler en éclats le nouveau bureau national paritaire mis en place lors de la dernière session du Conseil national de ce parti.

Voulant afficher sa neutralité et sa volonté de mener à bien sa mission, Abdelkader Bensalah avait déclaré récemment que «la prochaine étape nécessite l'accélération du rythme de travail pour parachever le calendrier arrêté lors de la session extraordinaire du Conseil national dont la commission nationale de préparation du congrès s'attelle à sa mise en œuvre progressive».

A. B.

BORDJ BADJI-MOKHTAR

Accord pour mettre fin au conflit tribal

Un accord permettant de mettre fin au conflit tribal ayant éclaté la semaine dernière dans la commune frontalière de Bordj Badji-Mokhtar a été scellé vendredi soir entre les parties impliquées dans ces événements, a-t-on indiqué dans un communiqué des services de la wilaya d'Adrar dont l'APS a reçu samedi une copie. L'accord a été établi à l'issue d'une rencontre ayant regroupé, vendredi soir au siège de la daïra de Bordj Badji Mokhtar, des représentants des tribus arabe «Brabiche» et targuie «Idnane», en présence de notables de la région et des représentants de l'Assemblée populaire communale (APC) de Bordj Badji-Mokhtar. Les participants à cette rencontre ont indiqué, selon le communiqué, être parvenus à «un accord final pour résoudre les différends à l'origine des douloureux événements, étrangers aux principes de tolérance et de coexistence connus des habitants de la région». Ils ont, en outre, salué les «efforts déployés par les autorités civiles et sécuritaires et leur mobilisation constante pour parvenir à cet important résultat».

Les représentants des deux tribus ont appelé les sages, notables et intellectuels à «s'impliquer pour faire aboutir cette initiative et prendre part efficacement au développement et à la stabilité de la région, par fidélité au message des chouhada de la glorieuse guerre de libération».

La ville de Bordj Badji-Mokhtar avait connu un conflit tribal ayant fait 8 morts et 41 blessés, dont 6 gravement, ainsi que la dégradation et l'incendie de plusieurs biens, selon les services de la wilaya d'Adrar. Le conflit avait éclaté suite à une tentative de vol d'un magasin avant que la situation ne dégénère en échauffourées entre membres de deux communautés de la région, touarègue et arabe.

APS

LE PRÉSIDENT DU FRONT DE L'ALGÉRIE

NOUVELLE :

«L'Algérie n'est pas à l'abri des crises que traversent les pays arabes»

Selon le président du Front de l'Algérie nouvelle (FAN), l'Algérie n'est pas à l'abri des crises que traversent actuellement les pays arabo-musulmans. Si aucune mesure n'est entreprise, dit-il, l'Algérie tombera dans le même chaos.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Djamel Benabdeslam, président du FAN qui animait hier, un point de presse en marge de la rencontre de la commission nationale de restructuration du parti, a indiqué qu'il est en train de réfléchir à une initiative commune entre les différents courants, «islamique, démocratique, libéral ou communiste» pour trouver des mécanismes pour un changement démocratique pacifique.

«Nous sommes tous ciblés par ce qui se passe dans les pays arabo-musulmans. Une fois que les

forces qui ont calculé pour la situation qui prévaut en Tunisie, en Syrie ou en Égypte termineront leur travail dans ces pays, elles se tourneront vers nous.

Nous sommes les prochains sur la liste si nous ne faisons rien pour arrêter ça», a-t-il indiqué. C'est pourquoi, le FAN dit être en discussion avec les différents partis politiques et personnalités intellectuelles pour réfléchir ensemble à la solution.

Evoquant la situation en Égypte, Djamel Benabdeslam estime qu'il faut respecter la légitimité du choix du peuple égyptien. «Le président Morsi à, certes, commis des erreurs mais le coup d'Etat militaire n'est pas une solution.

Il faut revenir vers la table de discussion», a soutenu le président du FAN qui dénonce ce «coup d'Etat» et ce qui se passe actuellement dans ce pays.

Par ailleurs, évoquant l'affaire

Sonatrach et le mandat d'arrêt lancé contre l'ex-ministre de l'Energie et des Mines, Djamel Benabdeslam estime que cette affaire aura le même sort que celle de Khalifa.

«Sonatrach I et II, affaire Khalifa, autoroute Est-Ouest, Sonelgaz, aéroport ou celle des 26 milliards, se ressemblent toutes et il n'y a aucune volonté pour déclencher un procès équitable en raison des personnes influentes qui sont derrière», estime le politicien.

Pour lui, Chakib Khelil et les autres «mafia financière qui ont un pouvoir de décision en Algérie» resteront «intouchables».

Revenant à la politique du pays, le conférencier estime que «le président Bouteflika est dans l'incapacité d'assurer ses fonctions», c'est pourquoi il faut «aller vers des présidentielles anticipées».

S. A.